Exercice de mise en jambes pour la nouvelle CENI du Burundi

PANA, 25/06/2009 Bujumbura, Burundi - La Commission nationale Électorale indépendante (CENI) va Étrener ses nouvelles fonctions par Éorganisation dÉun scrutin partiel destinÉ É pourvoir É deux postes vacants de sÉnateur dans les provinces du Sud et du Centre du Burundi, apprend-on de source officielle É Bujumbura. La compÉtition Électorale est ouverte aux membres des partis politiques ainsi quÉaux indÉpendants et devrait avoir lieu le 27 juin prochain, dÉaprÉs le prÉsident de la CENI, Pierre Claver Ndayicariye.

Les conditions É remplir pour Étre Éligible, sont, notamment, lÉappartenance É la mÉme ethnie et obÉdience politique des sÉnateurs sortants qui ont ÉtÉ appelÉs É dÉautres fonctions, selon les conditions Émises par la CENI sur la base des dispositions constitutionnelles en vigueur dans le pays. La Commission Électorale indépendante va ainsi avoir du grain É moudre aprÉs plusieurs mois passÉs É se lamenter du manque de moyens matÉriels et financiers pour organiser les prochaines Élections gÉnÉrales post-conflit de 2010. LÉEtat burundais a votÉ un maigre budget de 300 millions de Francs burundais (prÉs de 300.000 dollars US) mais dont seulement 104 millions ont ÉtÉ É ce jour dÉcaissÉs pour payer les salaires, le matÉriel ÉlÉctronique de bureau, ainsi que le carburant du charroi, fait-on savoir du cÉtÉ de la CENI. Le gouvernement burundais lorgne du cÉtÉ des bailleurs de fonds extÉrieurs pour rÉunir lÉensemble des moyens financiers nÉcessaires É lÉorganisation dÉau moins six scrutins portant, notamment, sur lÉÉlection dÉun nouveau chef de lÉEtat, de nouveaux dÉputÉs, sÉnateurs, maires, chefs de zone et de colline. Au niveau des instruments juridiques Électoraux, des tractations sont en cours entre la CENI et les principaux protagonistes des Élections pour voir ensemble les voies et moyens dÉaccÉlÉrer les procÉdures dÉactualisation de la Constitution, du Code Électoral ou encore de la Loi fondamentale afin dÉadapter tous ces textes au suffrage universel direct qui sera de rigueur lors des consultations populaires de 2010. Le Burundi nÉa pas connu de vie dÉmocratique normale au cours de la dÉcennie ÉcoulÉe de guerre civile marquée surtout par des arrangements entre les diffÉrentes familles politico-ethniques comme mode de gouvernement. Concernant lÉenvironnement politico-sÉcuritaire des futures Élections gÉnÉrales qui accaparent dÉjÉ lÉactualitÉ nationale depuis quelques temps, le seul candidat dÉclarÉ pour le compte du Front pour la dÉmocratie au Burundi (FRODEBU, ex-parti au pouvoir), Domitien Ndayizeye, a ÉbranlÉ, jeudi, lÉopinion, en faisant État, sur une radio locale, dÉun complot visant son assassinat pour le mettre hors de course, tout en restant Évasif sur les tenants et aboutissants exacts de lÉentreprise criminelle prÉsumÉe. LÉancien homme fort de la transition a fait de longs mois de lÉabsence au dÉbut du nouveau rÉgime en place au Burundi pour "tentative de coup dÉEtat", avant de recouvrer la libertÉ en 2007 faute de preuves tangibles É ce qui lui Était reprochÉ.